

Bruxelles doit mettre fin au chantage de ses sanctions contre la Hongrie !

écrit par Nicolas Faure | 17 janvier 2023





Depuis des semaines, l'Union européenne menace la Hongrie de supprimer certains financements si le gouvernement Orbán ne s'aligne pas sur la ligne politique adoptée par Bruxelles. Désormais, les subventions prévues pour la Hongrie, d'un montant de 6,3 milliards d'euros, seront en effet gelées.

C'est la porte-parole adjointe de l'AfD, Mariana Harder-Kühnel, qui s'exprime à ce sujet :

**Chantage antidémocratique de Bruxelles : il faut
immédiatement mettre fin aux sanctions de l'UE contre la
Hongrie !**

« Une telle procédure contre un Etat membre est unique dans
l'histoire de l'Union européenne. La Hongrie est depuis
longtemps la bête noire des bureaucrates de l'UE.

Heureusement, le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán montre régulièrement qu'il n'accepte pas tout ce qui lui est imposé par Bruxelles, et qu'il a le courage de prendre sa propre voie politique.

L'Etat d'Europe de l'Est a par exemple **refusé d'approuver l'impôt minimum mondial** et a souligné **son avis critique sur l'élargissement de l'OTAN** à la Finlande et à la Suède.

Bruxelles a dû être particulièrement irrité par le fait que **la Hongrie ait bloqué les fonds d'aide à l'Ukraine d'un montant d'environ 18 milliards d'euros** et qui doivent par ailleurs couvrir le paiement des retraites ukrainiennes. Le gouvernement Orbán **s'oppose en outre fermement au passage à une union de la dette.**

C'est pourquoi le Ministre des Affaires étrangères allemande Annalena Baerbock s'était prononcée en faveur d'une action aussi dure que possible contre ce pays de 10 millions d'habitants.

Ce lundi, Budapest a finalement cédé sous la menace de nouvelles sanctions de l'UE. Les politiques allemands se félicitent désormais de la pression financière exercée par Bruxelles sur un pays souverain.

Il s'agit là d'un processus incroyablement antidémocratique. L'objectif est manifestement de faire de la Hongrie un cas d'école, et d'exhorter tous les autres Etats membres à se soumettre à la volonté de l'UE.

Tout ceux qui ne sont pas prêts à s'y plier seront soumis à un chantage politique.

Ces mesures punitives pourraient toutefois avoir l'effet inverse et provoquer une plus grande division au sein de l'UE si la Hongrie ripostait de son côté par une union politique plus étroite des Etats de Visegrád, (**organisation intergouvernementale réunissant quatre pays d'Europe centrale : la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie.**).

Si l'UE ne renonce pas à ses diktats et à son centralisme, son éclatement définitif n'est plus qu'une question de temps ».

afd.de – Pressemitteilungen – Trad. Nicolas Faure pour

Résistance Républicaine.